



l'Ecole des Sciences de l'Information (ESI) Rabat

avec le soutien de



Organise les 23 et 24 Octobre 2014

un colloque sur le thème

Records management, open government et droit d'accès à l'information

23 Octobre 2014

Records management, archives et préservation de la mémoire: les défis de l'open data et de l'open government

24 Octobre 2014

La dématérialisation des documents et des procédures: un levier vers le droit d'accès à l'information

au siège de la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc (BNRM)

www.esi.ac.ma



Cadre général

Dans les sociétés modernes et démocratiques, grandes ou naissantes, l'une des priorités essentielles est de garantir à tout citoyen, l'accès à l'information et à la connaissance, notamment l'accès aux données publiques. C'est une mission des plus nobles, qui oriente et dicte aux gouvernements, les actions à mener pour développer et encourager les politiques de divulgation des informations garantissant l'atteinte de leurs objectifs d'ouverture, de transparence et de gouvernance.

Dans les organisations publiques les données occupent aujourd'hui, plus que jamais, une place centrale. Les différentes administrations cherchent, de plus en plus, à développer leurs capacités à mettre de façon directe et surtout spontanée à la disposition du public un certain nombre d'informations dans le cadre de ce qu'on appelle communément « une politique de divulgation proactive » (*Proactive Disclosure Policy*). « Gouvernement ouvert » et « ouverture des données publiques » favorisent l'innovation et la transparence. Ils sont désormais considérés, comme les piliers pour la mise en place des mécanismes de la bonne gouvernance des affaires publiques et l'instauration par la même des démocraties dites participatives.

La libération des données publiques « Open Data » est la meilleure illustration de conversion des gouvernements hermétiques en gouvernements privilégiant l'ouverture sur la société civile dans une démarche de diffusion, sans demande particulière, des documents administratifs et des données publiques dont le but de renforcer leur degré de transparence.

Il est donc devenu impératif pour les gouvernements d'accorder une attention particulière à l'analyse et la mesure de leurs efforts organisationnels d'ouverture en coordination avec les fonctions du records management. Il s'agit, plus précisément, de s'assurer que les documents, les informations et les données créés, restent authentiques et soient accessibles, pour une amélioration constante et évolutive, des services, du contrôle de la corruption et pour le renforcement de la démocratie.

Pour faire face à ce défi, les différentes organisations publiques s'efforcent de mettre en place des procédures et des solutions, notamment de dématérialisation, dont les principaux objectifs devront être de les aider à améliorer leurs capacités organisationnelles et managériales, de rendre plus accessible leurs patrimoines de documents administratifs et des informations publiques et de les mettre en valeur.

Dans cette mouvance, le gouvernement Marocain s'est doté d'un arsenal juridique reconnaissant et garantissant les droits d'accès et de disposer de l'information, mais également ceux relatifs à la protection des données personnelles. Ainsi, la constitution de 2011 s'avère la première garante de tous ces droits, elle s'est vue renforcée, pour combler le vide en ce sens, par la loi 69/99 de 2007 sur les archives, par la création de l'institution « Archives du Maroc », par la loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et par le projet de loi 67-13 du code numérique.

Tenant compte des chantiers mis en place et développés par le gouvernement du Maroc et relatifs à la bonne gouvernance, à l'administration de proximité, à la démocratisation et au droit d'accès à l'information par les citoyens ; l'Ecole des Sciences de l'Information organise avec ses partenaires nationaux et internationaux un colloque sous le thème :

«Records management, open government et droit d'accès à l'information»

Cette rencontre prévue les 23 et 24 octobre 2014, fournira une plateforme de discussion entre les chercheurs, les experts, les responsables gouvernementaux, les professionnels et le public, autour de deux ateliers :

23 Octobre 2014 → Records management, archives et préservation de la mémoire : les défis de l'open data et de l'open government.

24 Octobre 2014 → La dématérialisation des documents et des procédures : un levier vers le droit d'accès à l'information.

Cette rencontre vise également de faire profiter les participants des expériences menées en ce sens et de définir les rôles incombant aux organisations, aux universitaires et aux professionnels dans la promotion de la culture de l'open government, de l'open data, de la transparence et du droit d'accès aux informations et aux données publiques.

Les débats seront organisés, durant deux jours, sous forme de tables rondes autour les sujets majeurs suivant :

- L'open government et l'accès aux données publiques
- Le Records management et la culture de la transparence
- La révolution de l'open data et les politiques gouvernementales
- La valorisation du patrimoine immatériel des organismes gouvernementaux
- Les aspects juridiques de l'Open Government Data
- La problématique du contrôle d'accès aux documents administratifs
- Les données publiques et le potentiel de développement durable
- Les archives numériques
- L'ingénierie des archives orales
- Les politiques et stratégies de protection des données numériques
- Les compétences en Records management à l'ère des gouvernements ouverts
- Les perspectives de la conservation de la mémoire à l'ère numérique
- L'économie de la création, de la curation et de la conservation numériques
- La numérisation et la conservation : les opportunités qui s'offrent à l'échelle mondiale et les défis culturels
- Les défis liés à l'accès, l'identification et la réutilisation de documents numérisés
- Les aspects juridiques de la dématérialisation des documents et des procédures

Partenaires de l'ESI pour l'organisation du colloque :

- Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration
- Ministère de la Communication
- Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique
- Haut Commissariat au Plan (HCP, Maroc)
- Conseil National Economique et Social (CNES, Maroc)
- Confédération Générale des Entreprises du Maroc
- Archives du Maroc
- Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc
- Association Nationale des Informatistes (ANI, Maroc)
- Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM, France)
- Université de Technologie de Compiègne (UTC, Paris)
- Université Paris 8 (Laboratoire Paragraphe)
- Centre National de Documentation (CND, Maroc)
- Institut Supérieur de Documentation (ISD, Tunis)
- Institut des Langues et Cultures Orientales (INALCO)- Fondation Maison des sciences de l'Homme (FMSH) Paris.
- ALGO consulting Group.

Projet de programme

JEUDI 23 OCTOBRE 2014 (Records management, archives et préservation de la mémoire : les défis de l'open data et de l'open government)

8h30 – 9h00 : Accueil des participants

9h15 – 10h30 : Allocutions d'ouverture :

(Mot d'accueil ESI)

- Messieurs les ministres, Mr le HCP
- CNDH, UE, UNESCO, AUF

1030 : pause

11h00 : Conférence 1: l'open data et les politiques gouvernementales : Etats des lieux, une locomotive pour le développement, Corrina Zarek, conseillère senior pour l'open government auprès du Gouvernement du Président Barak Obama)

11h20 : Conférence 2 : Droit d'accès à l'information publique (Driss Guerraoui : Secrétaire Général du Conseil Economique, Social et Environnemental)

12h00 -13h00 : Débat

13H00 – 15H00 Déjeuner

15h00 : 1^{ème} Table Ronde : Les archives numériques et la préservation de la mémoire

Modérateur :

Rapporteur :

- **15h00-15h20 :** Les conditions de la mémoire partagée : l'authenticité et l'intelligibilité (Bruno Bachimont : Directeur de Recherche à l'Université de Technologie de Compiègne)
- **15h20-15h40** L'information numérique en Tunisie : Etats des lieux et situation dans l'enseignement et la recherche (Khaled Habchi, Directeur de l'ISD)
- **15h40-16h00 :** la numérisation des documents à la BNRM (Driss Khrouz, Directeur de la BNRM)
- **16h00-16h20 :** La valorisation du patrimoine immatériel des organisations gouvernementales (Ministère de la fonction publique et de la Modernisation de l'administration)
- **16h20-17h20 :** débat

VENDREDI 24 OCTOBRE 2014 (La dématérialisation des documents et des procédures : un levier vers le droit d'accès à l'information)

9h00 : 2ème Table Ronde : Le Records management à l'ère des gouvernements ouverts

Modérateur :

Rapporteur :

- 9h00-9h20 : L'open data, source d'innovation et d'emploi (Imad Saleh : Directeur du Laboratoire Paragraphe de l'Université Paris 8)
- 9h20-9h40 : L'Open Data et le big data et les enjeux sociétaux (Mme Fidélia Ibekwe SanJuan, Professeur des Universités, EJCAM – Aix-Marseille Université, France)
- 9h40 – 10h00 : L'ingénierie des archives orales (Peter Stockinger, Professeur des Universités : Institut National des langues et Civilisation Orientales « INALCO »)
- 10h00-10h20 : Records administration, archives préservation and NARA stratégies, (Corrina Zarek, conseillère senior pour l'open government auprès du Gouvernement du Président Barak Obama)
- 10h20 -11h00 : débat

11h00 : 3ème Table Ronde : Open government et accès aux données publiques

Modérateur :

Rapporteur :

- 11h00-11h20 : Les archives nationales, les enjeux de l'Open Government data : cas de Maroc (Jamaa Baida, Directeur des Archives du Maroc)
- 11h20-11h40 : ----- (Association de la Préservation des données personnelles » ou « Association du droit d'accès à l'information)
- 11h40-12h00 : L'Open Data est-il compatible avec l'intelligence économique ? cas de la France (Ghislaine Chartron, Directrice du Département Culture, Information, techniques et Société au CNAM)
- 12h00-12h20 : La cartographie des données publiques : un outil stratégique au service de l'Open Government (Frédéric Datchary, expert en Cartographie, Paris)
- 12h20 -12h40 : Libre accès à l'information publique : cas des Etats Unis (Corrina Zarek, conseillère senior pour l'open government auprès du Gouvernement du Président Barak Obama)
- 12h20 – 13h00 : Débat
- 13h00-15h00 : déjeuner

15h00 : 4ème Table Ronde : La dématérialisation des documents et des procédures: les nouveaux leviers d'efficacité de l'administration publique

Modérateur :

Rapporteur :

- 15h00-15h20 : Politique et stratégie de protection des données numériques (Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique)

- 15h20 – 15h40 : La digitalisation des données publiques et l'enjeu des villes intelligentes (e-Madina) (Mr Lakhlifi : Représentant de la CGEM)
- 15h4-16h00 : Numérisation et Conservation : les opportunités qui s'offrent à l'échelle mondiale et les défis culturels (Peter Stockinger, Professeur des Universités : Institut National des langues et Civilisation Orientales « INALCO »)
- 16h00-16h20 : La décentralisation e-administrative comme levier e-gouvernement (Tarik Fadli, Directeur Général à Algo Consulting Group)
- 16h20 – 17h20 : Débat
- 17h20 : Clôture du Colloque